

Qui a éteint la démocratie ?

Par Laurent Jeanpierre

Wendy Brown est une théoricienne politique américaine qui s'est fait remarquer à la fin des années 1980 en proposant de relire d'une manière radicale une partie de la pensée politique occidentale (Aristote, Machiavel, Weber). Attirant l'attention sur une question fondamentale qui, à l'époque, n'avait pas été abordée, elle a mis en évidence d'un point de vue historique la manière dont les concepts et les idéaux de la masculinité ont influencé, ontologiquement, cette tradition de la pensée ainsi que la pratique politique¹. Spécialisée dans la pensée politique européenne, notamment Nietzsche et Foucault, Marx et Weber, l'École de Francfort et la théorie critique française et européenne contemporaine, et intégrant les courants anglo-américains de la théorie féministe et postcoloniale et des *cultural studies*, elle développe aujourd'hui une analyse radicale du devenir contemporain des démocraties occidentales et du sujet politique qu'elles avaient jusqu'à présent conformé. Les deux textes qui suivent ont été écrits après les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis et face à la décision américaine d'envahir l'Afghanistan puis l'Irak. Ils proposent un cadre analytique rigoureux pour comprendre cette conjoncture ainsi que la configuration politique américaine contemporaine qui a porté George W. Bush au pouvoir et donné une très grande marge de manœuvre à ceux que la chronique a

pris l'habitude d'appeler les « néo-conservateurs ». L'ambition de ces textes est toutefois plus générale : proposer un diagnostic du présent en des termes qui soient exclusivement politiques – pas sociologiques, ni économiques, par exemple –, l'élaborer comme un diagnostic de structure plutôt que sous la forme d'une analyse *ad hoc*, et pointer comment ce constat doit affecter toute pensée et toute pratique à venir qui se réclamerait à nouveau de la gauche, au sens fort et profondément renouvelé de ce terme, ou bien d'un nouveau nom qui n'existe pas encore.

La démocratie désactivée

À travers des exemples puisés dans la politique intérieure et étrangère américaine la plus récente, Wendy Brown cherche à comprendre les manifestations, les causes et les effets de ce qu'elle appelle « la fin de la démocratie libérale ». Ne pas voir derrière cette formule une concession supplémentaire à l'air apocalyptique du temps, encore moins une mise en scène tragique destinée à réveiller des démocrates américains ou une gauche européenne qui peuvent paraître à juste titre ensommeillés, abattus, vaincus. Ne pas y voir non plus la résurrection désespérée du mot d'ordre ancien, au moins partiellement unificateur, de l'antifascisme, ou la dénonciation du caractère totalitaire caché ou latent des sociétés dites démocratiques. La démocratie libérale meurt d'autres feux que ceux des forces fascistes ou staliniennes ou bien encore de nouvelles menaces sur la civilisation. Elle ne disparaît pas non plus d'elle-même. Il y a bientôt vingt ans, elle avait même prétendu

avoir écrasé ses ennemis pour toujours : « fin de l'histoire », disaient précisément certains des « néo-conservateurs » américains².

Fin de la démocratie libérale comme forme sociale et historique autonome, comme projet politique « toujours-déjà » inachevé, répond à cela Wendy Brown. Ce n'est pas seulement le périmètre des libertés civiles qui s'est réduit, les conditions de la liberté d'opinion, en particulier de la liberté de la presse, ou les droits des justiciables, qui ne sont pas ou plus garantis, ni le contrôle et le soupçon envers les populations qui se renforcent et s'équipent, policièrement et technologiquement, aux États-Unis comme dans la plupart des autres puissances occidentales. Ces constats ont déjà été faits à juste titre par plusieurs associations et partis. Parler de fin des démocraties libérales, c'est aller à la fois un pas au-delà et se situer à côté de ces critiques. Au-delà : pour remarquer l'effritement sans doute *irréversible* des fondations mêmes, idéales ou idéalisées, de ce type de démocraties, en particulier de leur constitution juridique et anthropologique. La souveraineté des États, les droits des individus et des peuples, la formation par l'éducation familiale et publique des facultés nécessaires à la participation politique et à la formation d'un sujet politique, connaissent une régression³. À côté : dire que les démocraties libérales se meurent, c'est aussi écarter toute nostalgie de ce qu'elles ont pu vouloir être, mais sans chanter l'antienne anarchiste ou marxiste qui dénonce le caractère exclusivement formel des droits des démocraties bourgeoises, l'hypocrisie d'institutions dont l'égalité apparente dissimule toujours des inégalités réelles, ou l'imposture d'un « État de droit » où l'état policier d'exception est le fondement dénié de l'ordinaire de

l'ordre politique.

Une des innovations théoriques et stratégiques de Wendy Brown tient au fait qu'elle met entre parenthèses la question de la valeur politique des démocraties libérales du point de vue d'une philosophie ou d'un projet socialiste radical. Il s'agit de frayer, pour la critique politique, un espace d'appui jamais donné a priori entre l'exigence de ne pas se tromper d'objet – ce ne sont plus nécessairement les institutions, mensongères ou pas, des démocraties représentatives – et l'exigence égale d'éviter une politique exclusivement réactive de défense des dispositifs de démocratisation (indépendance des institutions politiques et juridiques, procédures d'élections et de représentations, mécanismes économiques et sociaux de répartition de l'État-providence, syndicats, etc.) envers lesquels une partie au moins du courant de l'émancipation est toujours restée sceptique. Depuis quelques années, le premier ennemi de Wendy Brown est en effet la tentation moralisatrice en politique. Chacun sait que le « néo-conservatisme » s'est traduit par une offre politique abondante de valeurs morales traditionnelles, notamment celles du fondamentalisme chrétien. Mais la gauche n'a souvent plus rien à offrir non plus que des dénonciations morales : dénonciations des atteintes envers les institutions et les principes des démocraties libérales, des comportements des dirigeants et des élites du camp politique opposé, des injustices commises par le système économique capitaliste. La moralisation n'épargne ainsi aucun discours politique, fût-il radical. Pis, la radicalité finit presque toujours par s'affirmer sous la forme d'un désir de purification morale, d'un ascétisme et d'une dénonciation très souvent réactive des autres forces critiques. Personne, donc, ne semble pou-

voir échapper, selon Brown, à la réduction contemporaine de la politique en morale. Ainsi se justifie le choix de méthode de ne pas prendre part à une telle tendance, que ce soit à la manière de la gauche libérale américaine en regrettant la démocratie ou, au contraire, à la manière de la gauche radicale, en précipitant sa critique et en visant sa chute. Cette option est justifiée plus profondément, comme Brown le montre dans le deuxième volet de ce livre, par le fait que la moralisation de la vie politique est un des traits seconds, mais cependant inévitables, de la rationalité politique qui semble détruire aujourd'hui l'autonomie des démocraties libérales.

Certes, les catégories descriptives, les textes fondamentaux, les appareils et les institutions de ces démocraties n'ont pas disparu. La fin de la démocratie est un processus, pas un stade achevé de l'histoire contemporaine. C'est la nécessité historique de la démocratie qui est en train de disparaître : ses principes et ses formes, comme ceux d'âges antérieurs de la politique, sont désormais soumis à un principe général d'arbitrage extérieur et naturalisé, dont la raison démocratique ne saurait rendre compte. C'est pourquoi Wendy Brown a forgé, dans les pages qui suivent, le néologisme un peu barbare de « dé-démocratisation ». Fin de la démocratie, cela signifie que la démocratie, les dispositifs démocratiques, s'ils persistent, se fonderont désormais au-delà d'eux-mêmes, sans le recours exclusif aux droits dits fondamentaux, au peuple, ou aux mécanismes de formation de sa volonté supposée. Fin de la démocratie, cela veut dire : fin de l'autonomie politique, même relative, de la démocratie ; fin de l'autonomie de la vie politique que présupposait, à tort ou à raison, la démocratie.

Rationalité politique, gouvernementalité

Ce processus de disparition ou, plus précisément, de subordination de la démocratie libérale à ce que Brown appelle néolibéralisme et néo-conservatisme, en prenant garde – c’est un point capital de sa démonstration – d’attribuer une définition originale à chacun de ces termes, ne date pas de 2001. Il n’est pas non plus circonscrit aux États-Unis d’aujourd’hui. Wendy Brown est partie du terrain qu’elle connaît le mieux et dans lequel elle est immergée. Elle rappelle que derrière le mythe du « rêve américain » peut toujours surgir la réalité d’un « cauchemar américain ». Mais rien ne serait plus loin de son propos que de lire cet ouvrage comme une critique politique, fût-elle nouvelle, de l’Amérique de George W. Bush ou de la position internationale des États-Unis. Ces critiques abondent déjà et les textes qui suivent montrent au passage qu’elles sont le plus souvent mal ajustées. Reste que les États-Unis d’aujourd’hui offrent un cas d’école du phénomène d’extinction des démocraties libérales. Ils n’en représentent pas nécessairement le paradigme, ni le stade avancé, mais les positions que le pays occupe – celles situées aux centres des « systèmes-mondes » politique, militaire, culturel et économique – donnent naturellement aux tendances politiques qui y dominent une résonance planétaire. Le processus de désactivation des démocraties libérales est, de ce fait sans doute – mais sans que ce mécanisme de circulation soit d’ailleurs le seul possible –, un fait politique global.

Si elle n’est pas essentiellement américaine, est-elle au moins « de droite », cette éviction de la démocratie du centre de la vie politique des sociétés occidentales ?

Là encore, l'affaire est moins simple que ne l'impliquent les automatismes critiques d'une majeure partie de la gauche française, américaine ou internationale. Le critère d'arbitrage qui, tendanciellement, permet de soumettre désormais les principes et les rouages de la démocratie libérale à une évaluation externe à elle-même n'est en effet fourni ni par une famille partisane, ni par une personnalité politique. Il provient plutôt de ce que Wendy Brown appelle, après Michel Foucault, une « rationalité politique » nouvelle ; il est le produit de ce que Foucault appelle aussi, pour dire la même chose, une « gouvernementalité » inédite, active dans des institutions politiques et d'autres sphères sociales, dans des dispositifs étatiques et non étatiques, dans les rapports sociaux entre individus et jusque dans la relation que chaque individualité entretient avec elle-même⁴. Ces concepts de « rationalité politique » ou de « gouvernementalité » ont en effet été définis en un sens très large par Foucault comme « conduite des conduites ». Ils réunissent l'« ensemble constitué par les institutions, les procédures, les analyses et les réflexions, les calculs et les tactiques » qui permettent d'imposer des normes de comportement à des individus et des groupes⁵. Une « gouvernementalité » ne saurait par conséquent être l'apanage d'un parti. Son repérage s'effectue avant tout en dehors du champ politique. La fin des démocraties libérales n'est un produit politique ni naturellement de droite, ni intrinsèquement de gauche. Dans l'histoire récente, toutes ces forces politiques y ont contribué.

Elle n'est pas non plus d'abord le fait de George W. Bush, de Silvio Berlusconi, de Nicolas Sarkozy, de Vladimir Poutine, ou même de leurs amis. Pour Brown comme pour Foucault, la description et l'analyse de l'art

actuel de gouverner exigent en effet, dans un premier temps du moins, que les figures du pouvoir et de la contrainte soient *dépersonnalisées*. Chez Foucault, comme chez Marx et dans toutes les analyses à visées structurales ou systémiques, la compréhension des phénomènes n'est pas rapportée en dernière instance à l'action ou l'influence d'une poignée d'acteurs ou d'un groupe quelconque. Du point de vue d'une rationalité politique, le personnel et les leaders politiques, quels qu'ils soient, remplissent, plus ou moins bien certes, des fonctions déjà assignées par la logique interne à l'art de gouverner dominant. En reprenant cette méthode de pensée critique du politique, les propos de Brown permettent de défaire les réflexes d'une gauche américaine et mondiale qui, en cherchant des cibles, des responsabilités individualisées, des personnalités représentatives, et parfois même des complots et des conspirations, non seulement moralise peut-être la politique, mais reconduit une conception fautive du pouvoir comme substance, s'interdisant par là de penser stratégiquement une nouvelle politique offensive d'opposition.

L'appui sur les notions de « rationalité politique » ou de « gouvernementalité » est, quant à lui, encore rare aujourd'hui en théorie politique. Ce sont les mondes intellectuels (et parfois militants) italiens et surtout anglo-américains qui ont été les premiers à reprendre ces concepts, à partir du moment où Foucault les construisait et en faisait usage, de la fin des années 1970 au début des années 1980⁶. Il existe aujourd'hui des traditions de recherche anglaises, australiennes, allemandes, surtout, qui se sont elles-mêmes baptisées *governmentality studies* et ont mis la méthode de Foucault à l'épreuve de nouveaux terrains historiques et nationaux⁷. En France aussi,

c'est principalement dans les sciences sociales, en sociologie et en science politique, qu'une approche formulée plus ou moins fermement en termes de « rationalité politique » a obtenu sa plus grande fortune, qui est restée limitée⁸. Les concepts de « gouvernement », de « gouvernementalité » connaissent toutefois un léger regain depuis quelques années à la faveur de la publication des *Dits et Écrits* puis des cours du philosophe français au Collège de France. La reprise mondiale et a-critique de la notion de « gouvernance » a constitué un précieux ressort pour la réactivation de ces travaux. Mais parmi les études de gouvernementalité, on trouve peu de recherches consacrées à la conjoncture la plus actuelle et aux transformations récentes de la rationalité politique. Lorsque de tels desseins se font jour, c'est en général au travers d'analyses sectorielles. L'ouvrage de Wendy Brown vient donc à point nommé s'inscrire dans l'espace laissé libre par ces recherches. Il propose, dans l'esprit de Foucault et à la lumière du cas américain, une première caractérisation d'ordre général de la gouvernementalité contemporaine.

Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Celle-ci ne trouve pas seulement sa source dans le cadre conceptuel proposé par Foucault, mais également dans l'application que le philosophe en a fait, pendant ses cours du Collège de France de 1978-1979, publiés en France en 2004⁹. Il y analysait le néolibéralisme, au moment même où, selon la plupart des historiens du phénomène, celui-ci pénétrait la scène politique internationale, comme en témoignaient superficiellement les prises

de pouvoir de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. En France, il a fallu attendre le gouvernement de cohabitation de 1986, dirigé par Jacques Chirac, pour s'apercevoir de ce changement de culture politique de gouvernement. Aujourd'hui, le néolibéralisme fait l'objet de nombreuses controverses théoriques et publiques. Pour les progressistes, il est la cause de tous les maux sociaux et politiques. Tous les courants de la gauche s'accordent pour le définir soit comme une idéologie économique (le discours de l'efficacité sociale générale de la forme-marché), soit comme un processus économique (les politiques macro-économiques volontaristes définies par une restriction monétaire et budgétaire, par le démantèlement des politiques sociales, ou bien le phénomène objectif de financiarisation du « capitalisme avancé »). Pour Foucault, le néolibéralisme n'a rien, essentiellement, d'un phénomène économique. Il fonctionne d'abord comme une rationalité politique, un mode de régulation générale des comportements. Comme l'explique Brown avec une grande clarté, le néolibéralisme n'est pas un ensemble de politiques économiques, ni la reprise ou la radicalisation du libéralisme de l'économie politique classique d'Adam Smith : « il ne s'agit pas seulement de faciliter le libre-échange, de maximiser les profits des entreprises et de remettre en cause les aides publiques. [...] Si la rationalité néolibérale met le marché au premier plan, elle n'est pas seulement – et n'est même pas d'abord – centrée sur l'économie ; *elle consiste plutôt dans l'extension et la dissémination des valeurs du marché à la politique sociale et à toutes les institutions*, même si le marché conserve en tant que tel sa singularité » (p. 50).

Si le néolibéralisme est un art politique d'imposer des normes, c'est, premièrement, qu'il soumet la sphère poli-

tique elle-même, les politiques publiques notamment, aux seuls critères de profitabilité ou d'efficacité productive, contre tous les autres critères possibles de définition du bien commun. Le néolibéralisme ne consiste pas à faire l'hypothèse que le marché tel qu'il existe est la meilleure forme d'organisation de la vie collective mais à faire en sorte que la représentation néolibérale de ce que doivent être un marché et un agent économique sur ce marché finisse par être incarnée dans la réalité. Deuxièmement, le néolibéralisme n'a donc rien d'une politique de laissez faire passive ; il s'agit d'une *politique active de construction* des conditions sociales et individuelles de réalisation d'une forme idéale, une forme où tous les comportements sont réglés comme ce que devraient être en théorie des comportements économiques parfaitement rationnels. Troisièmement, toute action de l'État est, du point de vue néolibéral, une action qui doit favoriser le marché et son développement : cela signifie que toutes les rationalités politiques qui ont précédé l'émergence du néolibéralisme, autrement dit, tous les autres instruments de gouvernement – notamment le droit et les « disciplines », pour reprendre le lexique de Foucault – sont désormais reprogrammés par la rationalité politique nouvelle et donc soumis à une évaluation de type économique. Dans les pays où domine la rationalité politique néolibérale, dit Brown, la tendance veut que « la classe dirigeante [...] [ne soit] plus composée d'hommes de loi mais d'hommes d'affaires » (p. 98), que les juges et les « légalismes » soient critiqués et que le gouvernement fasse un usage stratégique de la loi comme – pourquoi pas ? – de la transgression de la loi.

Rationalité politique, le néolibéralisme l'est aussi parce qu'il déborde la seule sphère étatique. Ensemble nouveau

d'outils de confection des politiques publiques, il peut de ce fait toucher tous les secteurs de la vie sociale. Dans ce livre, Brown attache ainsi une importance particulière aux effets du néolibéralisme sur les conduites individuelles. Les politiques néolibérales poussent explicitement les individus à se comporter en êtres calculateurs, elles encadrent leurs actions par des incitations et des sanctions mesurables et conçues comme théoriquement prévisibles. Il s'agit de faire accroire que l'individu est seul responsable de tous les produits de sa vie, comme si les divers héritages, les milieux culturels ou sociaux d'origine ou d'installation, les nombreux accidents de la vie, l'accès différencié à l'information, n'avaient aucun effet sur les histoires personnelles et les trajectoires sociales. La citoyenneté s'en trouve redéfinie et prise dans une double postulation : celle d'un individu-client d'une offre politique et passif dans la vie publique ; celle d'un individu-entrepreneur de son être dans tous les autres aspects de la vie, y compris la vie privée.

L'originalité de Wendy Brown est de démontrer, ce que n'a pas fait Foucault, que tous ces traits de la rationalité politique néolibérale convergent vers la désactivation des démocraties libérales occidentales¹⁰. « La gouvernementalité néolibérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Or c'est grâce à cette indépendance qu'ont été jusqu'à présent préservés un intervalle et une tension entre l'économie politique capitaliste et le système politique démocrate libéral. [...] Plus simplement, la démocratie libérale a ouvert, au cours des deux derniers siècles, une modeste brèche éthique entre économie et poli-

tique. [...] Cette brèche, la rationalité néolibérale la referme en soumettant chaque aspect de la vie politique et sociale au calcul économique [...] » (p. 61). Comme chacun l'aura aisément constaté, cela n'empêche en rien le fait que les valeurs de la démocratie libérale soient désormais celles-là mêmes qui sont exportées par la puissance américaine et les puissances occidentales sur l'ensemble de la planète, ni que ce soit au nom de ces valeurs si des guerres sont menées en Afghanistan, en Irak, et probablement dans plusieurs autres pays à l'avenir. Au cœur du système-monde, il subsistera ce que Brown appelle une « rhétorique de la démocratie », car le « Le néolibéralisme peut s'imposer comme gouvernamentalité sans constituer l'idéologie dominante¹¹ » (p. 67).

Plus que par sa seule rhétorique, la démocratie libérale subsistera aussi par ses pratiques et ses institutions, entretenues sous des formes de plus en plus hétéronomes. Formellement, la désactivation de la démocratie peut même s'accompagner, notamment en cas de crise passagère ou durable des institutions politiques, de la mise en place ou de l'invention de nouveaux dispositifs de démocratisation, ainsi qu'il en est souvent question aujourd'hui, à l'échelle mondiale, avec la démocratie participative ou délibérative. Ces techniques de gouvernement seront elles aussi soumises, en dernière instance, à la nouvelle rationalité politique. Foucault y revient à plusieurs reprises : une gouvernamentalité nouvelle ne chasse pas les anciennes. Ceux qui la font exister sont même susceptibles de réactiver plusieurs dispositifs déjà connus et utilisés dans l'histoire, en fonction des besoins. Une gouvernamentalité, laisse entendre Foucault, c'est comme un *diagramme* du pouvoir : elle transforme tendanciellement les rationalités politiques qui l'ont précé-

dée en simples répertoires de technologies de pouvoir, en les détachant du contexte de leur formation.

Le livre de Wendy Brown montre ainsi toute la fécondité de la méthode d'analyse foucauldienne du néolibéralisme. Il insiste en particulier sur la différence entre cette approche et celles des traditions marxistes et wébériennes qui dominent toujours la critique sociale du « capitalisme avancé » et de ses formes politiques ou idéologiques. « [Le néolibéralisme], précise en effet Brown, n'est pas la suite logique des lois du capital ou de la rationalité instrumentale suggérée par une analyse marxiste ou wébérienne ; il consiste plutôt en un agencement et un fonctionnement nouveaux et contingents des deux. » (p. 59) Parler de néolibéralisme à la manière de Foucault, plutôt que de capitalisme, n'est donc pas un choix d'euphémisation, ni une réduction de la logique du capital à ses seuls effets superstructurels. Comme le montre la définition même de ce qu'est une gouvernamentalité – un mixte d'objets, de textes, d'acteurs, de techniques – c'est à un dépassement définitif de l'opposition marxienne entre les niveaux infrastructurel et superstructurel qu'appelle la démarche foucauldienne. Depuis quelques années, plusieurs travaux historiques et sociologiques se sont également intéressés à la généalogie de ce néolibéralisme, en particulier aux arènes scientifiques, étatiques et partisans, aux réseaux informels et aux innombrables *think tanks* qui ont permis son hégémonie progressive¹². D'autres insistent sur ses modes de circulation, ses variantes nationales ou théoriques, sur la panoplie diversifiée de ses instruments et de ses techniques intellectuelles, celles-ci allant bien au-delà du calcul coûts-bénéfices ou de la modélisation des comportements en termes de choix rationnel¹³. Le néoli-

béralisme est un champ de forces, pas une doctrine unifiée. Comme le remarque Brown, sa connaissance et sa théorisation ne font que commencer.

Néolibéralisme et néo-conservatisme

La théoricienne américaine prolonge elle-même cette tâche dans le deuxième essai qui compose ce livre. Elle y interroge la compatibilité de la rationalité politique néolibérale avec le discours, l'agenda et la politique des « néo-conservateurs » américains d'aujourd'hui et d'hier, sous Reagan et Bush père, par exemple. Une telle question ne vaut, bien entendu, que parce que la réponse qu'elle exige ne va pas de soi. Inutile de la poser si l'on attribue automatiquement le regain présent de répression policière et d'action militaire à une disposition naturelle de l'État, et la résurgence des valeurs morales ou religieuses aux intérêts objectifs des classes dominantes. Foucault a forgé le concept de « gouvernementalité » pour montrer les limites de ces réflexes critiques et des conceptions répressives et naturalistes du pouvoir qu'il avait lui-même mobilisées dans *Surveiller et Punir* et un peu au-delà. Même lorsqu'il a une dimension coercitive, le pouvoir peut être incitatif. Il n'est pas l'attribut d'un ensemble d'individus, mais il divise chaque sujet. Il ne s'exerce pas seulement dans un face-à-face ou sur des lieux déterminés – l'usine, le bureau, la prison, le guichet, le ghetto, la barricade – mais aussi à distance et de manière diffuse. En outre, l'art néolibéral de gouverner passe, selon Foucault, par un entretien des libertés individuelles qui, tendanciellement, ne saurait être borné,

puisque la formation des normes doit y être le produit de l'enregistrement et de l'équilibrage des décisions et des calculs de chacun. C'est dans un tel cadre théorique qu'il est pertinent de se demander, comme le fait Brown, si le néo-conservatisme n'est pas en contradiction totale avec la nouvelle rationalité politique, puisqu'il tend à limiter les libertés au point, comme aujourd'hui, de faire resurgir des technologies de pouvoir et des discours politiques qu'on croyait forgés pour le XIX^e siècle et disparus après 1945.

Si une telle contradiction entre logiques de gouvernement existait, ne serait-elle pas de nature à invalider la théorie foucaldienne du néolibéralisme comme innovation dans l'art de gouverner ainsi que le prolongement de Brown, lorsqu'elle laisse entendre que la désactivation actuelle de la politique démocratique est irréversible ? N'est-ce pas plutôt le néo-conservatisme, comme le pense la majeure partie de la gauche mondiale, qu'il conviendrait alors d'étudier, puisque c'est d'abord à ses applications qu'on devrait la récession contemporaine tangible des pratiques et de l'esprit démocratiques ? Brown démontre, bien au contraire, que ce néo-conservatisme n'est ni une singularité nationale américaine, ni la résurgence d'une rationalité politique ancienne, et qu'il n'est pas non plus le retour d'un refoulé historique nécessaire aux changements actuels, ni l'essence de tout pouvoir étatique, lorsque celui-ci serait mis à nu ou en situation critique. Le néo-conservatisme est en réalité une virtualité inhérente à la rationalité politique néolibérale. La fonction qu'il occupe est liée au néolibéralisme par un rapport de nécessité, bien qu'il ne représente pas pour autant la seule traduction morale et partisane possible de cette fonction. Ce rapport de nécessité, Wendy

Brown l'explique comme suit : puisque le néolibéralisme est l'ensemble des techniques de contrôle d'autrui et de soi par accroissement plutôt que par diminution de la liberté, ou plutôt par accroissement des choix (et réduction de la liberté à l'acte de choisir), non seulement la liberté se doit d'y être autolimitée, mais elle ne peut l'être désormais qu'en étant moralisée.

C'est de cette logique que Brown déduit l'inéluctabilité de la tendance à la moralisation de la vie sociale et politique sous la contrainte du néolibéralisme. Sa démonstration permet ainsi de comprendre ce que l'opinion publique appelle le « retour du religieux ». Foucault expliquait que les démocraties libérales avaient dû, pour contrôler les libertés dont elles sont consommatrices, inventer un discours et des pratiques de sécurité dont on trouverait des manifestations extrêmement variées, allant de l'État-providence à la police de proximité. Un des effets de la victoire progressive de la rationalité politique néolibérale se trouve dans l'individualisation et la privatisation de ces dispositifs de sécurisation collective inventés à l'âge des démocraties libérales. La sécurité est désormais affaire de responsabilité individuelle : assurances privées, systèmes d'alarme ; et, lorsque plusieurs individus partagent les mêmes intérêts : mutuelles, *gated communities* et milices. Mais Brown va plus loin en montrant que cette individualisation de la sécurité doit parfois se soutenir d'une justification morale. Le néo-conservatisme en est l'une des expressions politiques possibles. D'autres morales et d'autres fondamentalismes pourraient remplir la même fonction ; le contenu précis et la nature des sources religieuses du néo-conservatisme sont en effet secondaires par rapport à la logique générale de la rationalité politique néolibérale. Il se trouve

qu'aux États-Unis, ce sont de jeunes sectes chrétiennes qui ont fourni le matériau dogmatique et moral au nouveau conservatisme d'État. Dans d'autres régions et à d'autres époques, il en est et il en sera autrement.

Brown montre aussi que, malgré leurs nombreuses divergences politiques, néolibéralisme et néo-conservatisme s'entretiennent mutuellement. Cela se traduit d'abord par un spectaculaire renforcement politique de l'État et de l'autorité étatique. « [L]e néo-conservatisme, explique Brown, ne rejette pas plus le comportement étatique que le néolibéralisme. Il attribue au contraire à l'État, et avec lui au droit, la tâche de fixer les limites morales et religieuses de la société [...] » (p.104). Un des résultats essentiels de l'analyse foucauldienne du néolibéralisme consistait déjà à montrer que la nouvelle rationalité politique ne s'accompagne pas d'une diminution des prérogatives de l'État ou même de son périmètre, mais au contraire d'un puissant volontarisme étatique. Celui-ci n'empêche toutefois ni la baisse des budgets et des effectifs, ni les pratiques de privatisation ou de délégation et de sous-traitances aux acteurs marchands. « Behaviorismes étatiques », néo-conservatisme et néolibéralisme se renforcent aussi mutuellement dans les effets qu'ils produisent sur les individus. À chaque sensibilité politique ses instruments, d'incitation ou de sanction. L'individualité produite par la conjugaison de leur action en ressort, selon Brown, profondément dépolitisée, assujettie et complice de sa subordination. Certes, rien de plus qu'auparavant ne l'empêchera de voter ou de participer aux rituels anciens et nouveaux de la vie démocratique libérale. Mais la dépolitisation dont parle Brown se traduit par l'isolement, l'amoralité ou le cynisme, le recours exclusif aux non humains (drogues,

médicaments, prothèses, animaux) plutôt qu'aux humains pour surmonter une épreuve, le désintérêt qui en découle pour la question du bien commun et pour toute quête d'une nouvelle définition de ce bien qui soit autre chose que la somme des éventuels enrichissements personnels sous toutes leurs formes – économiques, culturelles, spirituelles.

Une double dialectique implacable s'installe ainsi derrière ces mécanismes de renforcement mutuel du néolibéralisme et du néo-conservatisme. Sur le plan politique, l'accroissement de l'autorité de l'État est un corollaire évident du processus de dépolitisation individuelle dont il vient d'être question. Au nom de la liberté de choix de chacun, la rationalité politique néolibérale tend à renforcer les mécanismes de délégation de pouvoir. Dans des systèmes institutionnels centralisés et présidentiels, comme en France, elle peut renforcer la demande de leadership politique et la personnalisation du jugement politique, ce que ne fait que confirmer, dans ce pays, la conjoncture récente des élections de 2007. C'est une des mauvaises nouvelles qu'apporte Brown : sans qu'il soit nécessaire de parler de fascisme – cette forme de gouvernement ayant des traits distincts et situés – l'amour du chef est contenu dans le logiciel du néolibéralisme, à tous les niveaux de la vie sociale. C'est en effet un bon calcul que d'aimer l'autorité dont dépend son destin...

Second bouclage, sur le plan moral cette fois, des tendances néo-conservatrices et néolibérales de l'art de gouverner : Brown explique que le néo-conservatisme entend fonctionner comme une réponse à la dévalorisation inévitable de toutes les valeurs provoquée par le capitalisme et le néolibéralisme. Il offre un produit de ré-

enchantement susceptible de compenser le « désenchantement du monde ». Comme le montre l'essor depuis trente ans de la nébuleuse New Age autant que celui des syncrétismes et des fondamentalismes religieux, le *marché des spiritualités* explose. D'autres espaces de convergence existent déjà entre l'économie néolibérale et la morale néo-conservatrice, comme celui de la *philanthropie d'entreprise* à nouveau en plein essor aux États-Unis¹⁴. Singularités américaines ? Certainement pas. Les discours de la responsabilité d'entreprise sont très puissants en Europe et dans le reste de la planète. Brown termine son essai en montrant que la zone de transaction principale du néolibéralisme et du néo-conservatisme s'établit en définitive autour d'un renouveau du paternalisme de l'État et des entreprises, d'une renaissance du « pouvoir pastoral », cet art de gouverner qui, toujours selon Foucault, a précédé l'émergence historique des États et l'invention de la souveraineté¹⁵. Il y a là toute une nouvelle piste de recherche, celle d'une généalogie théologique de la gouvernementalité contemporaine, avec ses différentes tendances et ses différentes rationalités.

Le cauchemar non américain

Une théorie peut être considérée comme robuste, lorsqu'elle parvient non seulement à construire des relations de nécessité mais également à tenir dans le temps et dans l'espace. Celle que propose Wendy Brown dans ce livre est-elle ajustée à ce titre à la situation politique contemporaine en dehors des États-Unis, en France et

en Europe notamment ? Berlusconi, Blair, Sarkozy, ces noms suffisent en général pour susciter des comparaisons de la politique des nations européennes avec la politique néo-conservatrice et néolibérale américaine. Nul doute que depuis 2001 ces politiques se sont rapprochées. Nul doute non plus qu'un tel processus avait commencé auparavant, au début des années 1980. Nul doute enfin qu'il n'a cessé d'être renforcé par l'alignement des institutions internationales – via le « Washington Consensus », notamment – et de l'Union européenne sur la nouvelle rationalité politique. De nombreux points communs apparaissent, dans les manières de rejeter par la force les migrants ou de les sélectionner, de démanteler l'État-providence, de mettre au travail les chômeurs tout en criminalisant les pauvres qui ne peuvent travailler, de critiquer les juges et le droit, de redéfinir l'égalité comme « droit égal à l'inégalité », ainsi que le souligne Brown. Dans plusieurs secteurs de la société, comme par exemple dans le cas de la politique policière et carcérale et des discours sécuritaires de la « tolérance zéro¹⁶ », on connaît mieux les circuits de diffusion et les variations nationales d'application des nouvelles technologies de pouvoir. La complexité des jeux nationaux d'interprétation de la « gouvernementalité » aujourd'hui dominante impliquera de poursuivre les réflexions engagées par Brown et les recherches empiriques comparatives en cours.

Le néo-conservatisme est sans aucun doute une nébuleuse plus hétérogène encore, ne serait-ce qu'aux États-Unis. « Il surgit, explique Brown, d'une convergence contingente des intérêts des chrétiens évangéliques, des Straussiens juifs, des partisans de la Guerre froide qui se disent laïcs et ont fait de l'Occident leur

fétiche, des féministes conservatrices et autres moralistes de la famille [...], des impérialistes aveugles, et des socialistes et libéraux convertis [...] [II] regroupe des intellectuels et des anti-intellectuels, des juifs laïcs et des chrétiens évangéliques, des musiciens de chambre devenus soviétologues, des professeurs de théorie politique convertis en conseillers politiques, des Blancs en colère et des Noirs vertueux » (p. 102). Face à la diffusion potentielle de cet assemblage hétéroclite d'agents, d'idées et de remèdes, les héritages politiques et étatiques nationaux ont aussi une force d'inflexion. Personne ne contesterait cependant qu'une crispation conservatrice traverse aujourd'hui l'ensemble de l'Europe et une grande partie du monde. La singularité du cas français tient, dans ce cadre, au fait que le conservatisme nouvelle manière n'a pas à y prendre prioritairement, pour l'instant, la forme d'une croisade religieuse. Ou plutôt : la religion laïque de la République et l'invocation continue de la morale publique suffisent, du moins jusqu'à présent, à conjurer les crises sociales ou morales que provoque l'adoption de la nouvelle rationalité politique néolibérale. Un tel constat signifie-t-il qu'il y a en France une réserve de moralisation plus importante que dans d'autres pays et que la virtualité conservatrice du néolibéralisme pourrait trouver ici une de ses greffes les plus durables ? Il reviendra aux lecteurs de ce livre de vérifier cette hypothèse et de transférer la méthode de Brown dans le contexte hexagonal.

Outre la situation politique, et sans que cela soit sans relations, c'est aussi le champ des théories politiques qui diffère en France et en Europe de ce qu'il est aux États-Unis. L'ouvrage de Brown prend place ici dans une filiation foucauldienne qui fait encore actuellement l'objet de

lutttes féroces entre des interprétations divergentes et politiquement opposées de la position du philosophe vis-à-vis de la gouvernementalité contemporaine. L'existence même de ces conflits tend par ailleurs à renforcer, du côté de la seule théorie critique du politique, les prises de position qui s'appuient sur une conception plus substantielle du pouvoir, sur un partage net de l'ami et de l'ennemi, et sur une représentation de la relation sociale et politique comme un face-à-face. Le cadre conceptuel de la théorie de la gouvernementalité, la typologie différentielle des formes de pouvoir qu'elle propose, suivant qu'ils ressortissent aux sociétés de souveraineté, aux sociétés disciplinaires ou aux sociétés de contrôle, la prise en compte du poids des dispositifs de pouvoir à distance, tous ces acquis de la critique foucauldienne du politique sont souvent réinterprétés en France à l'intérieur d'une matrice de pensée binaire et manichéenne contre laquelle elle s'était précisément constituée.

D'où l'impression fréquente, désormais, que la critique de gauche bégaye ses mots d'ordre. Rien ne semble pouvoir enrayer la mélancolie des progressistes¹⁷. Les gauches françaises se meurent, comme dans les dernières élections, de ne pas avoir inventé de nouvelles formules qui expriment leur programme. « À chacun selon ses besoins », « Égalité maintenant », « Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes », « Justice sociale », « Solidarité », « CDI pour tous », « Sécurisation des parcours professionnels individuels » : aucun de ces appels, d'âges, d'origines et de portées très diverses, ne semble apte à prendre acte de la nouvelle rationalité politique ou des conditions sociales et politiques de sa mise en crise. Si un deuil doit être fait à gauche, comme l'affirme Brown, ce n'est pas celui auquel invitent tous les partis travail-

listes et socialistes européens, celui de la critique du capitalisme. Mais un autre deuil est bel et bien nécessaire, celui des conceptions héritées de cette critique : deuil d'une conception du pouvoir en tant que souveraineté¹⁸, deuil d'une définition de la rupture politique comme affirmation d'aspirations démocratiques libérales. Pour que de tels deuils s'effectuent, il ne suffira pas seulement d'approfondir la généalogie et l'analyse de la montée en puissance hégémonique du néolibéralisme. Il reste tout autant à écrire l'histoire sociale et intellectuelle de l'extinction des marxismes et des autres critiques politiques et existentielles du capitalisme, à en comprendre mieux les causes restées jusqu'à ce jour mystérieuses.

Une gouvernementalité socialiste est-elle possible ?

La méthode patiente et minutieuse de Brown permet, quant à elle, de pointer quelques faiblesses au sein de la nouvelle rationalité politique. Même si les convergences dominant entre néolibéralisme et néo-conservatisme, les divergences qui existent n'en sont pas moins sources de tensions, voire de contradictions. Une des plus importantes tient au fait que « le néolibéralisme imagine un futur dans lequel les frontières nationales et culturelles sont presque totalement effacées, où toutes les relations, tous les liens et tous les projets sont soumis à une matrice monétaire, là où le néo-conservatisme lutte pour redéfinir et faire respecter les frontières nationales et culturelles, le sacré et le singulier, en articulant son discours sur le patriotisme, la religiosité et l'Occident » (p. 107). Deuxième source de crise potentielle, la base

sociologique du succès politique des néo-conservateurs, composée des retraités, d'une partie des classes populaires et de la majeure partie de professions indépendantes, n'a pas d'affinités données ou naturelles avec les classes supérieures qui sont les principaux agents promoteurs, économiques et politiques, du néolibéralisme. Troisièmement, les deux rationalités politiques et ceux qui les portent peuvent s'accorder inconsciemment pour renforcer l'État, mais ils ne peuvent s'accorder sur les moyens économiques pour le faire : tandis que les néo-conservateurs ne regardent pas à la dépense dès qu'il s'agit de l'ordre moral et civil, les néolibéraux soumettent le budget de l'État aux mêmes critères de profitabilité que toute autre entreprise. Ces lignes de tensions, identitaires, sociologiques, économiques, sont-elles politisables ou susceptibles de mettre en crise la gouvernementalité actuelle ? C'est là une tout autre question, d'autant que le néo-conservatisme n'est, comme Brown le montre ici, qu'une potentialité contemporaine d'un néolibéralisme qui, dans certaines phases, peut théoriquement se soutenir seul ou avec d'autres matériaux moraux.

Rien ne garantit non plus que la tâche de reconstruire une gauche avec des mots d'ordre adaptés à la nouvelle configuration de l'art de gouverner doive se faire à partir de la recherche des limites du néolibéralisme, de ses failles et de ses fractures internes, de la négativité qu'il contiendrait. Vieux réflexes de dialecticiens ? Si la théorie politique américaine intéresse aujourd'hui une partie de la gauche et des lecteurs français et européens, c'est aussi parce qu'elle se présente, peut-être plus facilement que la philosophie politique européenne, comme une théorie positive et normative. Le public français a par exemple récemment découvert, outre les débats sur la justice qui

ont contribué à redéfinir l'égalité comme « équité » pour la rationalité politique néolibérale, un pôle se situant à gauche du courant « libertarien » américain et proposant une reconstruction de l'égalité à partir d'une reconnaissance de la liberté et de la « propriété de soi » de chaque individu¹⁹. Dans un mouvement de pensée opposé, une partie de la théorie critique continentale a placé l'affirmation d'égalité ou bien une métaphysique communiste du social au départ de toute construction alternative à la nouvelle gouvernementalité. Puisque le néolibéralisme se présente comme une anthropologie complète et, plus que cela, comme une *anthropologie faite politique*, la tentation est grande, en effet, de lui opposer une anthropologie concurrente, une autre vérité d'ensemble. La théorie politique de Brown se situe, quant à elle, à l'écart de ces vastes entreprises normatives.

On ne répond peut-être pas, en effet, à un évangile par un autre évangile. À la fin de sa leçon du 31 janvier 1979, Foucault se demandait si une gouvernementalité socialiste pouvait exister. À quoi il répondait par la négative : le socialisme n'était pas encore, selon lui, une rationalité politique autonome, mais plutôt une rationalité historique, une rationalité économique, une rationalité administrative, chacune d'entre elles pouvant être « branchée » sur plusieurs types de techniques de gouvernement, d'hier ou d'aujourd'hui²⁰. Que peut-on alors contre une gouvernementalité, s'il ne s'agit pas d'en construire une nouvelle qui partirait d'une vérité différente ? Foucault dirait sans doute : la détourner, la faire jouer en sa faveur, la faire sortir de ses gonds. Partir de ce qu'elle offre, même sous contrôle, une dose plus ou moins grande de liberté, de circulation, de mobilité, et en intensifier les usages. La tâche est désormais immense qui consistera à donner

corps à ces idées, à les formuler, à les faire exister politiquement, à forger un mode d'emploi plutôt qu'un catéchisme pour un post-socialisme d'après néolibéralisme. Non seulement Wendy Brown contribue à poser les premières pierres d'un tel chantier, mais elle a, avec ce livre et ceux qui suivront sans doute, délimité un projet théorique inédit aux visées semblables²¹. Aux lecteurs français, maintenant, d'en apprécier la mesure.

Notes

1. Wendy Brown, *Manhood and Politics: A Feminist Reading in Political Theory*, Totowa, Rowman and Littlefield, 1988

2. Francis Fukuyama, *The End of History and The Last Man*, New York, Free Press, 1992

3. Seule ou avec d'autres, Wendy Brown a déjà consacré plusieurs ouvrages et articles à ces différents aspects. Wendy Brown, *States of Injury: Power and Freedom in Late Modernity*, Princeton University Press, 1995 ; Wendy Brown, J. Halley (éds.), *Left Legalism/Left Critique*, Durham, Duke University Press, 2002.

4. Michel Foucault, « La gouvernementalité », dans Michel Foucault, *Dits et Écrits*, t. II, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », pp. 635-657.

5. Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population*, Paris, Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes Études », 2004, p. 111.

6. Sur l'histoire des textes faisant référence à la notion de « gouvernementalité », voir Sylvain Meyet « Les trajectoires d'un texte : "La gouvernementalité" de Michel Foucault », dans Sylvain Meyet, Marie-Cécile Naves, Thomas Ribemont (dir.), *Travailler avec Foucault. Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cahiers Politiques », 2005, pp. 13-36.

7. Pour des ouvrages d'exégèse et de synthèse, cf. par exemple, Graham Burchell, Colin Gordon, Peter Miller, *The Foucault Effect. Studies in*

Governmentality: with Two Lectures by and an Interview with Michel Foucault, London, Harvester Wheatsheaf, 1991 ; Thomas Lemke, *Eine Kritik der politischen Vernunft. Foucaults Analyse der modernen Governmentalität*, Berlin/Hambourg, Argument, 1997 ; Mitchell Dean, *Governmentality*, London, Sage, 1999.

8. Pour quelques exemples dans le dernier quart de siècle, tirés de l'étude de secteurs sociaux divers : Robert Castel, *La Gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Minuit, 1981 ; François Ewald, *L'État-providence*, Paris, Grasset, 1986 ; Michel Sennellart, *Les Arts de gouverner. Du regimen médiéval au concept de gouvernement*, Paris, Le Seuil, 1995 ; Paolo Napoli, *Naissance de la police moderne. Pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte, 2003 ; Philippe Artières, Pierre Lascoumes (dir.), *Gouverner, enfermer : la prison, modèle indépassable ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 ; Didier Fassin, Dominique Memmi (dir.), *Le Gouvernement des corps*, Paris, éditions de l'EHESS, 2004 ; Pierre Lascoumes, « La Governmentalité : de la critique de l'État aux technologies de pouvoir », *Le Portique*, « Foucault : usages et actualités », n° 13-14.

9. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes Études », 2004. Pour des lectures et des mises à l'épreuve de ce cours, antérieures à celles de Brown, consulter entre autres : Andrew Barry, Thomas Osborne, Nikolas Rose, *Foucault and Political Reason. Liberalism, Neo-liberalism and Rationalities of Government*, London, UCL Press, 1996 ; Nikolas Rose, *Powers of Freedom, Reframing Political Thought*, Cambridge University Press, 1999 ; Thomas Lemke, *op. cit.*, Berlin/Hambourg, Argument, 1997 ; Maurizio Lazzarato, « Biopolitique/Bioéconomie », *Multitudes*, Vol. 3, n° 22, 2005, pp. 51-62.

10. Pour un argument comparable, cf. Laurent Jeanpierre, « La mort du libéralisme » dans Mark Alizart, Christophe Kihm (dir.), *Fresh Théorie II*, Paris, Léo Scheer, 2006, pp. 405-429.

11. Sur quelques lieux communs, cependant, de l'idéologie néolibérale et sur leurs effets, en particulier sur la réduction de la politique à la morale, cf. Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121, 1998, pp. 109-118. Ce texte insiste, par ailleurs, sur la « vigilance épistémologico-politique » nécessaire face à toute opération d'importation, d'une tradition nationale à une autre (comme entre Foucault et Brown ou entre Brown et le lecteur français de ce livre), de catégories d'analyse sociale ou politique forgées dans un autre contexte, que ces catégories soient doxiques ou critiques.

12. Pour une première analyse reprise et commentée il y a quelques années par Wendy Brown, voir Stuart Hall, *The Hard Road to Renewal*:

Thatcherism and The Crisis of the Left, London, Verso, 1988 et le commentaire : Wendy Brown, « Resisting Left Melancholy », *boundary 2*, vol. 26, 3, Autumn 1999, pp. 19-27. Sur les mécanismes de la montée du néolibéralisme, voir notamment : Bruno Jobert, Bruno Théret, *Le tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Yves Dezalay, Bryant Garth, « Le Washington Consensus », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, 1998, pp. 3-22 ; Keith Dixon, *Les Évangélistes du marché*, Paris, Liber, coll. « Raisons d'agir », 1998 ; François Denord, *Genèse et institutionnalisation du néolibéralisme en France (années 1930-1950)*, thèse de sociologie, Paris, EHESS, 2003 ; D. Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, 2005.

13. Sur la diffusion de la rationalité néolibérale, cf. Dieter Plehwe, Bernhard Walpen, Gisela Neunhöffer, (éds.), *Neoliberal Hegemony: A Global Critique*, London, Routledge, 2006. Pour le cas américain, voir par exemple Thomas Frank, *Le Marché de droit divin. Capitalisme sauvage et populisme de marché*, Marseille, Agone, 2003 [2000]. Sur le poids des économistes dans la construction de la rationalité politique néolibérale, voir en particulier : Frédéric Lebaron, « L'impérialisme de l'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121, 1998, pp. 104-108 ; Frédéric Lebaron, *Ordre monétaire ou chaos social ? La BCE et la révolution néolibérale*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2006 ; Marion Fourcade-Gourinchas, « Politics, Institutional Structures, and The Rise of Economics. A Comparative Study », *Theory & Society*, n° 30, 2001, pp. 397-447. Sur l'intérêt d'une étude des techniques intellectuelles du néolibéralisme, cf. Laurent Jeanpierre, « Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible ? », *Sociologie et sociétés*, « Michel Foucault : sociologue ? », vol. XXXVIII, n° 2, automne 2006, pp. 87-111.

14. Voir, par exemple, Marc Abélès, *Les Nouveaux Riches. Un ethnologue dans la Silicon Valley*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'Agir, 2004.

15. Sur le pouvoir pastoral et ses rapports avec la souveraineté politique, voir Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population*, op. cit., pp. 128-134, 153-159, 167-191. Sur ce point, voir aussi le commentaire suivant : Bruno Karsenti, « La politique du dehors », *Multitudes*, Vol. 3, n° 22, 2005, pp. 37-50.

16. Loïc Wacquant, *Les Prisons de la misère*, Paris, Liber, coll. « Raisons d'agir », 1999

17. Sur la nécessité pour la gauche de « résister à la mélancolie », voir Wendy Brown, « Resisting Left Melancholy », art. cit.

18. Wendy Brown, « The Return of the Repressed: Sovereignty, Capital, Theology », dans Mort Schoolman, David Campbell (eds.), *The New Pluralism. William Connolly and the Contemporary Global Condition*, Durham, Duke University Press, à paraître.

19. John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil, 1987 [1971] ; « Libéralisme de gauche », *Raisons politiques*, n° 23, 2006. Brown critique ce dernier courant et défend le projet d'une « liberté collective » contre toutes les fictions théoriques et politiques de liberté individuelle : cf. Wendy Brown, Christina Colegate, John Dalton, Timothy Rayner, Cate Thill, « Learning to Love Again: An Interview with Wendy Brown », *Contretemps*, 6, January 2006, pp. 25-42.

20. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, *op. cit.*, pp. 92-95.

21. Pour un panorama récent des prises de position de Wendy Brown sur la conjoncture théorique et politique présente, voir W. Brown, C. Colegate, J. Dalton, T. Rayner, C. Thill, « Learning to Love Again: An Interview with Wendy Brown », *art. cit.*